

L'Amérique latine en 2016 : crise économique et crises de gouvernance

OLIVIER COMPAGNON

Professeur d'histoire contemporaine à l'Université Sorbonne Nouvelle-Paris 3, directeur de l'Institut des Hautes Études de l'Amérique latine (IHEAL) et directeur du Centre de recherche et de documentation des Amériques (CREDA)-UMR 7227

MARIE LAURE GEOFFRAY

Maître de conférences en science politique à l'Université Sorbonne Nouvelle-Paris 3, Institut des Hautes Études de l'Amérique latine (IHEAL), et membre du Centre de recherche et de documentation des Amériques (CREDA)-UMR 7227

La concomitance des changements politiques récemment survenus en Amérique latine ne laisse pas d'étonner les analystes spécialistes du sous-continent. Après la vague des tournants à gauche, de l'élection du Vénézuélien Hugo Chávez, en 1998, à celle de Fernando Lugo au Paraguay, en 2008, cette gauche s'était relativement consolidée au pouvoir, avec par exemple l'élection en 2007 en Argentine de Cristina Kirchner, dans la continuité de l'héritage de son époux Néstor Kirchner, celle de José Mujica en 2009, second président de la coalition Frente Amplio en Uruguay après Tabaré Vázquez (2005-2010), ou encore les élections de Dilma Rousseff au Brésil en 2010, là aussi dans la continuité du mandat de Luiz Inácio Lula da Silva et de Michelle Bachelet au Chili en 2013 (celle-ci avait exercé un premier mandat de 2006 à 2010), après la présidence conservatrice de Sebastián Piñera, de 2010 à 2014. Or, le tournant des années 2015, dont les principaux repères chronologiques ont été établis par Juliette Dumont, p. 129, et 2016 marque, sur le plan politique, une rupture avec la décennie antérieure et l'entame par une phase de déclin des gauches latino-américaines dans l'ensemble du sous-continent.

Non seulement les gauches au pouvoir ont perdu de nombreux scrutins – élections municipales (Colombie, 2015), législatives (Venezuela, 2015), scrutin présidentiel (Argentine, 2015) ou référendum (Bolivie, 2016) –, mais les gauches d'opposition ont également connu un repli, comme c'est le cas pour le Parti de la Révolution démocratique au Mexique, qui n'obtient plus en 2015 que 11 % des votes aux élections législatives, contre

28,99 % en 2006 et 18,31 % en 2009¹. Par ailleurs, si Keiko Fujimori, la fille de l'ancien président Alberto Fujimori, a été battue par le candidat de centre droit Pedro Pablo Kuczynski lors de l'élection présidentielle organisée au Pérou en avril 2016, la forte popularité qui a été la sienne pendant les mois qui ont précédé le scrutin² illustre la résurgence de tentations populistes dans ce pays. Enfin, la procédure de destitution lancée au Brésil à l'encontre de D. Rousseff – accusée d'avoir maquillé les comptes publics pour cacher l'augmentation du déficit budgétaire et assurer sa réélection en 2014 – semble sonner le glas de la dynamique dite « progressiste » dans le sous-continent, d'autant qu'on note une résurgence de pratiques gouvernementales autoritaires et un reflux de la confiance des citoyens en la démocratie.

Le déclin des gauches

Nous avons choisi de clore cet ouvrage par un article d'hommage de Denis Merklen à Eduardo Galeano, grande voix de la gauche latino-américaine qui s'est éteinte en 2015, pour souligner la concomitance symbolique entre cette disparition et le déclin politique des gauches dans le sous-continent (p. 113). En effet, loin de susciter le même enthousiasme qu'au début des années 2000, ces gauches sont désormais prises dans une dynamique de défaite électorale ou de normalisation politique. Elles ont certes acquis une expérience de gouvernement, mais elles sont aussi devenues des forces politiques gestionnaires et pragmatiques comme les autres.

Les défaites des gauches semblent en premier lieu attribuables à une certaine usure du pouvoir. Ainsi, plusieurs gouvernements locaux (celui du Polo Democrático à Bogotá, en Colombie) ou nationaux (celui de D. Rousseff au Brésil, celui d'Evo Morales en Bolivie) sont affectés par des scandales de corruption qui ternissent leur réputation (sans que la justice ait toujours été saisie ou ait encore rendu de décision) et affaiblissent le soutien populaire dont ils disposaient jusqu'alors. Il semble que la défaite de Clara López, le 25 octobre 2015, lors des élections municipales de Bogotá soit assez clairement liée aux affaires de corruption qui ont émaillé les mandats de ses prédécesseurs (issus, comme elle, du Polo Democrático) à la mairie de

-
1. Chiffres de l'Institut fédéral électoral du Mexique : (2006) <http://www.ife.org.mx/documentos/Estadisticas2006/diputadosmr/nac.html>. (2009) <http://siceef.ife.org.mx/pef2012/SICEEF2012.html#>; (2012) <http://siceef.ife.org.mx/pef2012/SICEEF2012.html#>.
 2. 30 % d'intentions de vote de novembre 2015 à mars 2016 : <http://www.eleccionesenperu.com/noticias-resultados-encuesta-presidencial-ipsos-febrero-elecciones-2016-2907.html>.

la capitale³. Les mêmes raisons ont entraîné la chute de D. Rousseff au Brésil. Celle-ci a été provisoirement destituée au mois de mai 2016 par un vote majoritaire dans les deux chambres du Parlement⁴. Si l'enquête à l'issue de laquelle les sénateurs se prononceront définitivement sur la destitution doit durer six mois, il semble peu probable que D. Rousseff puisse revenir au plus haut niveau du pouvoir. En effet, c'est l'entente entre d'anciens colistiers de la présidente – par exemple son ancien vice-président et désormais président par intérim, Michel Temer, du Parti du mouvement démocratique brésilien – et une partie de l'opposition qui a permis de lancer cette procédure de destitution dans le contexte de l'opération judiciaire « Lava Jato » (Lavage express), qui a mis à jour depuis 2014 l'implication de très nombreuses figures politiques de toutes obédiences dans des scandales de corruption.

En second lieu, ces défaites sont aussi attribuables au ralentissement économique qui caractérise l'Amérique latine depuis 2014. La tendance baissière des cours des matières premières – la fin du *commodities super-cycle*, terme qu'on peut traduire par « super-cycle des matières premières », autrement dit le prix élevé sur le moyen terme de ces biens, lié à une demande asiatique croissante – est problématique pour des pays aux économies « re-primarisées » et structurellement dépendantes des exportations. La stagnation économique engendre en effet des coupes dans les programmes de redistribution sociale, et par conséquent une perte de légitimité des gouvernants, tandis qu'elle bénéficie aux candidats de l'opposition lors des élections, que celle-ci soient locales, régionales ou nationales. Dans le cas du Venezuela, la forte baisse des cours du pétrole et les réductions induites des dépenses sociales sont survenues dans un contexte d'augmentation rapide de l'inflation, ce qui a suscité un large mécontentement populaire, sur lequel l'opposition – rassemblée après des années de division – a su s'appuyer pendant la campagne des élections législatives. Dans le cas de l'Argentine, analysé dans cet ouvrage par Emilio Taddei (p. 37), la crise économique a mené à un rétrécissement des marges de manœuvre du gouvernement depuis les élections générales de 2011 et n'a, de ce fait, pas permis de continuer à assurer une croissance économique fondée sur l'expansion de la demande. Enfin, dans le cas du Brésil, les coupes faites dans les programmes sociaux afin de restaurer la confiance des investisseurs face au ralentissement économique ont déplu aux électeurs des classes populaires,

3. Javier Lafuente, « Peñalosa arrebató a la izquierda la alcaldía de Bogotá », *El País*, 26 octobre 2015 http://internacional.elpais.com/internacional/2015/10/25/colombia/1445805065_758117.html et « Procuraduría abre investigación al alcalde Gustavo Petro por línea 123 », *El País*, 28 septembre 2015 : <http://www.elpais.com.co/elpais/colombia/noticias/procuraduria-abre-investigacion-petro-por-linea-123>.
4. Claire Gatinois, « La chute de la présidente Dilma Rousseff laisse le Brésil sonné », *Le Monde*, 13 mai 2016 : http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2016/05/13/la-chute-de-la-presidente-dilma-rousseff-laisse-le-bresil-sonne_4918662_3222.html.

pourtant longtemps les principaux soutiens du Parti des travailleurs. Cette situation peut en partie expliquer pourquoi D. Rousseff n'a pas réussi à empêcher qu'une procédure de destitution soit enclenchée à son encontre. Dans tous les cas, la prise du pouvoir – par intérim – d'une équipe se revendiquant publiquement du libéralisme économique devrait accentuer cette évolution, quoique M. Temer ait promis de maintenir la plupart des politiques d'aide sociale. Le Brésil se retrouve donc dans une situation sociale et politique incertaine, dont il est difficile de prédire l'issue. Il faudra attendre la prochaine échéance électorale, le scrutin municipal prévu en octobre 2016, ainsi que le résultat final de la procédure de destitution, au mois de novembre de la même année, pour mieux comprendre sur quel chemin s'engage le pays, sans exclure la possibilité que soient organisées des élections générales anticipées pour sortir du marasme actuel.

Enfin, l'électorat des pays latino-américains est d'autant plus volatil qu'il n'est pas majoritairement ancré à gauche. Ainsi, l'enquête menée chaque année par le *Latinobarómetro* montre que, en 2013⁵, seuls 18 % des électeurs du Brésil et 14 % de ceux de l'Argentine se positionnent à gauche. La situation est différente au Venezuela, où 36 % se disent de gauche, mais il s'agit là d'un contexte bien particulier dans la région, avec une polarisation extrême. Ainsi, dans ce pays, 32 % des électeurs se disent de droite (seuls 6 % ne se positionnent pas sur un axe droite-gauche), contre 19 % dans l'ensemble du sous-continent, 26 % en Argentine et jusqu'à 32 % au Brésil. Cette absence d'ancrage politique d'une partie non négligeable de l'électorat explique en partie le vote sanction mis en œuvre dans plusieurs pays latino-américains, et à plusieurs échelles, depuis 2015. D'une part, on peut avancer que le vote d'adhésion dont ont bénéficié des dirigeants de gauche comme H. Chávez au Venezuela, C. Kirchner en Argentine ou Lula au Brésil est difficilement reproductible par des figures politiques moins charismatiques comme D. Rousseff ou Nicolás Maduro, successeur de H. Chávez. Par conséquent, quand les électeurs sont déçus par les résultats des politiques mises en œuvre par leurs gouvernements respectifs (locaux et/ou nationaux), qui n'ont pas réussi à leur assurer une plus grande prospérité, cette déception n'est pas compensée par un attachement politique programmatique qui entretiendrait un vote de loyauté sur le plus long terme.

On peut par ailleurs lier le déclin des gauches à la réémergence de pratiques de gouvernement autoritaires. En effet, certains gouvernements ont mis en place des pratiques de censure et de répression de leur opposition, tandis que d'autres ont effectué un virage conservateur tout en continuant à se proclamer progressistes. La première tendance caractérise les gouvernements

5. Le rapport sur les données 2013 du *Latinobarómetro* est accessible ici : http://www.cienciempo.fr/opalc/sites/scienciempo.fr/opalc/files/INFORME_LB_2013_0.pdf.

de Rafael Correa en Équateur et de N. Maduro (voir l'analyse d'Armando Chaguaceda et de María Isabel Puerta sur le Venezuela, p. 51), tandis que la seconde est particulièrement bien illustrée par l'exemple du gouvernement sandiniste de Daniel Ortega au Nicaragua, dont l'action est analysée par Maya Collombon dans ce même volume (p. 65).

S'il faut nuancer l'image d'un déclin général des gauches en Amérique latine, puisqu'il existe également des continuités (réélection de M. Bachelet en 2013 au Chili et de T. Vasquez en Uruguay en 2015) et parfois un retour de la gauche (comme au Salvador avec l'accession à la présidence de l'ancien guérillero du Front Farabundo Martí de libération nationale Salvador Sánchez Cerén), il existe bien un phénomène d'essoufflement, à la fois idéologique et programmatique, des gauches du sous-continent. Ce phénomène est couplé à une légère diminution du soutien manifesté par les populations à l'endroit du régime politique de la démocratie en Amérique latine : d'après le *Latinobarómetro*⁶, le soutien à la démocratie perd deux points en 2015 : une courte majorité (56 %) des Latino-Américains considèrent qu'il s'agit du meilleur régime politique, et bien moins (37 %) se disent satisfaits de leur démocratie. Ce taux serait le plus bas au monde, toujours selon le *Latinobarómetro*. Par ailleurs, seuls 23 % des citoyens déclarent se sentir représentés par leur Parlement, malgré un renouvellement important des élites politiques latino-américaines lié à l'émergence de nouvelles forces de gauche depuis désormais près de deux décennies. Il semble donc pertinent d'affirmer que l'on se trouve à la fin du cycle politique qui s'était ouvert au début des années 2000, une fin de cycle en forme de crises de gouvernance.

Inégalités, violence et impunité

Les crises de gouvernance en Amérique latine se manifestent par le maintien, sur le long terme, des principaux maux qui affectent le sous-continent : malgré une croissance soutenue pendant près d'une décennie, les inégalités se sont pour l'essentiel maintenues ; et malgré les alternances politiques, la violence et l'impunité demeurent des fléaux auxquels les institutions ne réussissent pas à s'attaquer. Les États apparaissent soit comme impuissants, soit comme parties prenantes de ces dynamiques d'érosion des pouvoirs publics.

Le ralentissement de la croissance que connaît l'Amérique latine depuis 2014 a eu des conséquences immédiates sur l'accroissement de la pauvreté

6. Ciro Murayama, « Latinobarómetro 2015. La insatisfaccion ciudadana », *El Universal*, Mexico, 14 octobre 2015, <http://www.eluniversal.com.mx/entrada-de-opinion/articulo/ciromurayama/nacion/sociedad/2015/10/14/latinobarometro-2015-la>.

dans la région : + 1,7 million de pauvres depuis 2014 et 1,5 million supplémentaire d'ici fin 2016, selon les estimations du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Aussi, celui-ci signale début 2016 dans son rapport sur le développement humain en Amérique latine et dans la Caraïbe⁷ que la croissance seule ne permettra pas au sous-continent de réduire la pauvreté et les inégalités, et qu'il est nécessaire de mettre en place des politiques spécifiques, notamment en matière d'éducation et d'accès à l'emploi. Par ailleurs, d'après la Banque mondiale et le Centro de Estudios Distributivos, Laborales y Sociales, l'Amérique latine demeure la seconde région la plus inégalitaire au monde, avec un coefficient de Gini de 0,529, à peine dépassée par l'Afrique subsaharienne (0,565), et loin derrière l'Asie et l'Europe⁸.

Ces considérations sont cependant à nuancer. En effet, la moyenne des coefficients de Gini des pays latino-américains est comparable à celle des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), avant impôts, transferts sociaux et politiques publiques de santé et d'éducation⁹. Cette mise en perspective des chiffres des inégalités confirme deux hypothèses. En premier lieu, les politiques fiscales redistributives seraient la clé dans un continent où la pression fiscale est basse par rapport à celle en vigueur en Europe, alors que la mise en œuvre de ces politiques serait hautement impopulaire au sein des classes moyennes et aisées. Ce qui explique qu'aucun gouvernement, y compris ceux dits de gauche ou progressistes, ne s'est pour l'instant réellement attelé à de telles réformes. En second lieu, les politiques publiques de santé et d'éducation sont centrales dans la lutte contre les inégalités. Or, en Amérique latine, c'est un système dual qui s'est généralement développé, dans lequel les services publics de santé et d'éducation sont souvent dégradés et réservés aux catégories les plus défavorisées de la population, par exemple dans le cas des systèmes scolaire et universitaire chiliens, ainsi que le rappelle Georges Couffignal (p. 19). L'article de Carine Chavarochette souligne (p. 83), sur un sujet connexe, la même logique de retrait des États dans la gestion de l'eau, qui devrait pourtant être considérée comme un bien public à mettre à la disposition de tous, et la montée en puissance de logiques privées de gestion, mises en œuvre soit par les habitants eux-mêmes à l'échelle locale, soit par des entreprises multinationales. Or, ce retrait des États, lié à la stagnation économique, ne peut que créer de nouvelles inégalités d'accès

7. PNUD, Informe sobre desarrollo humano para América latina y el Caribe 2016, <http://www.latinamerica.undp.org/content/rblac/es/home/idh-regional/hdr-2015-2016.html>.

8. Gerardo Caetano et Gustavo de Armas, « Pobreza y desigualdad en América latina 1980-2014 », Contrapuntos, blog, *El País*, 30 mars 2015, <http://blogs.elpais.com/contrapuntos/2015/03/pobreza-y-desigualdad-en-america-latina-1980-2014.html>.

9. Angel Melguizo, « Perspectivas económicas de América latina : evitando la fracasomanía », Foro Futuro en español, infraestructuras y transportes, OCDE, 3 décembre 2015, http://www.xn--futuroenespaol-1nb.es/wp-content/uploads/2015/12/Angel_Melguizo_OCDE.pdf.

à un bien essentiel pour les populations. On observe donc ici que crise économique et crises de gouvernance sont donc intimement liées.

En revanche, il faut remarquer que les alternances politiques n'engendrent plus la violence qu'elles pouvaient déclencher il y a encore quelques années. Ainsi, la grande manifestation d'adieu à C. Kirchner à Buenos Aires, le 9 décembre 2015 – après la défaite de Daniel Scioli, le candidat que la présidente sortante avait soutenu lors de l'élection présidentielle – s'est déroulée dans le calme. De même, malgré quelques échauffourées, la défaite du parti de N. Maduro aux élections législatives du 6 décembre 2015 n'a pas donné lieu aux violences partisans qu'on déplorait depuis plusieurs années au Venezuela.

En revanche, la violence, que l'on peut définir par son indicateur le plus fiable, le taux d'homicide, demeure un problème majeur en Amérique latine. En effet, alors que seuls 8 % de la population mondiale résident en Amérique latine, 33 % des homicides commis dans le monde le sont dans le sous-continent¹⁰. De plus, ce taux s'est accru alors qu'il se réduit ailleurs dans le monde, d'après l'Observatoire des homicides, créé au sein de l'Institut Igarapé, au Brésil¹¹. L'« insécurité citoyenne » est d'ailleurs perçue par les Latino-Américains comme le problème public majeur, avant celui des inégalités socio-économiques. Entre 2011 et 2015, cette perception a augmenté au sein de la population, passant de 55 % à 63 % selon les chiffres compilés par la Banque interaméricaine de développement (BID). Cela est particulièrement le cas au Venezuela et au Salvador (pour plus de 80 % des enquêtés), au Brésil, au Guatemala, en Argentine, au Pérou et au Mexique (pour plus de 70 % des enquêtés)¹², au point que les problèmes économiques ne sont cités qu'en second lieu dans douze des dix-sept pays étudiés.

Face à cette violence qui persiste, il faut souligner le manque criant de politiques d'envergure pour répondre à une question complexe, qui implique à la fois de s'attaquer au phénomène de la corruption dans la police et jusqu'au plus haut niveau de l'administration ainsi qu'aux collusions à l'œuvre entre, d'une part, les représentants des forces de l'ordre (et parfois des pouvoirs publics) et, d'autre part, les trafiquants de drogue et les malfaiteurs responsables de la traite des personnes. Or, la dimension transcontinentale de ces fléaux constitue un obstacle pour leur prise en charge. En effet, la faiblesse des organisations d'intégration régionale ne permet pas de produire un consensus politique et d'harmoniser des politiques publiques de lutte

10. « Homicidios en el mundo : el 33% ocurre en Sudamérica y el Caribe », *El Comercio*, Pérou, 15 avril 2015, <http://elcomercio.pe/mundo/actualidad/america-latina-lidera-mapa-mundial-homicidios-noticia-1809771>.

11. Voir les infographies proposées sur le site web de l'Institut Igarapé : <https://igarape.org.br/observatorio-de-homicidios/>.

12. Rapport 1995-2015 du *Latinobarómetro*, publié par la BID le 17 août 2015, <http://www10.iadb.org/intal/intalcdi/PE/2015/15817.pdf>.

contre la violence et l'impunité. Par ailleurs, le refus des États-Unis de bien vouloir considérer des propositions novatrices, comme celles faites par le gouvernement du Guatemala en 2012 puis par la ville de Mexico en 2013¹³, consistant à légaliser une ou plusieurs drogues, afin de réduire le pouvoir des cartels, rend difficile toute avancée sur ces questions.

Enfin, s'il s'agit d'un enjeu relativement distinct, la question de la justice et de l'impunité se pose également dans la conclusion des négociations entre les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) et le gouvernement sur la paix en Colombie. Si ces négociations sont en effet cruciales pour ouvrir enfin une ère post-conflit, elles ne peuvent remplacer la saisie de la justice et la mise en place de réparations pour les victimes des exactions. Or, il existe une certaine incertitude sur cette dimension des négociations, qui ne laisse pas de préoccuper de nombreuses organisations civiles et sociales engagées, au profit des victimes, dans le processus de paix.

L'Amérique latine, un centre de la diplomatie mondiale

Pour conclure cette introduction, il convient enfin de souligner que, si l'Amérique latine demeure hantée par ses vieux démons sur le plan politique (autoritarisme, inégalités, violence), elle occupe désormais une place relativement centrale sur les plans international et diplomatique, quelle que soit la couleur politique des gouvernements.

Plusieurs pays travaillent en effet à construire une présence active et influente sur la scène mondiale lors de conférences ou de sommets internationaux stratégiques, par exemple à l'occasion de la Conférence de Paris sur le climat (COP 21) organisée en décembre 2015, tandis que d'autres mettent en œuvre une diplomatie spécifique en direction de certains espaces économiques et politiques de la planète. Le développement des échanges économiques avec la Chine l'atteste, ainsi que la présence de trois pays latino-américains (Chili, Mexique et Pérou) dans la nouvelle zone de libre-échange Amérique-Pacifique mise en place sous la présidence de Barack Obama, en octobre 2015¹⁴. L'Amérique latine est également active dans le cadre de la diplomatie internationale de sortie de crise ou de résolution des conflits, comme en Haïti, où la Mission des Nations Unies pour la

13. « Le président du Guatemala veut légaliser toutes les drogues », *Le Monde*, 4 juillet 2012 : http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2012/04/08/le-president-du-guatemala-veut-legaliser-toutes-les-drogues_1682382_3222.html et « La ville de Mexico envisage de légaliser le cannabis », *Le Monde*, 8 août 2013 : http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2013/08/08/la-ville-de-mexico-envisage-de-legaliser-le-cannabis_3459292_3222.html.

14. Lucie Robequain et Yann Rousseau, « Traité commercial hors-norme entre l'Amérique et l'Asie », *Les Échos*, 5 octobre 2010, http://www.lesechos.fr/05/10/2015/lesechos.fr/021380764636_traite-commercial-hors-norme-entre-l-amerique-et-l-asie.htm.

stabilisation en Haïti envoyée par l'ONU après le coup d'État mené contre le président Jean-Bertrand Aristide en 2004 comprenait d'importants contingents du Brésil, du Chili, de l'Argentine et de l'Uruguay¹⁵ ou dans le monde arabe, comme le montre l'article de Cecilia Baeza sur la position latino-américaine face au conflit syrien (p. 99).

La région est par ailleurs l'objet de l'attention de personnalités politiques de premier plan comme le pape François et B. Obama. Les visites répétées du souverain pontife témoignent de la centralité renouvelée du sous-continent : le pape argentin élu le 13 mars 2013 a non seulement visité quatre pays latino-américains en 2015 (Équateur, Bolivie et Paraguay ainsi que Cuba, lors d'un second voyage), mais il s'est de nouveau rendu en Amérique latine en 2016, au Mexique, puis de nouveau à Cuba, pour y rencontrer le patriarche orthodoxe Kirill au mois de février. Cette rencontre était historique puisqu'elle survenait près de 1 000 ans après le schisme de la chrétienté et qu'elle a permis l'élaboration d'un document conjoint appelant la communauté internationale à se pencher avec une attention particulière sur le sort des chrétiens déplacés et réfugiés de Syrie, et plus largement du Moyen-Orient.

De ce point de vue, il faut souligner à quel point Cuba, de pays isolé et marginalisé dans les relations internationales, s'est mué en un lieu central de négociations diplomatiques. Le pape François a du reste récemment défini l'île comme une possible « capitale de l'unité »¹⁶. Raúl Castro n'en est pas à son coup d'essai. Au-delà du rôle joué par Cuba dans la réorganisation de l'espace régional latino-américain (avec la création de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique en 2004, puis celle de la Communauté des États latino-américains et de la Caraïbe en 2010), La Havane est notamment le siège des négociations de paix organisées entre les FARC et le gouvernement colombien depuis novembre 2012. Enfin, la visite de B. Obama à Cuba en mars 2016 renforce encore la présence diplomatique de l'île sur la scène internationale, ainsi que sa visibilité dans les médias. Il s'agit en effet, là encore, d'un événement historique puisque c'était la première visite d'un président américain à Cuba depuis 90 ans¹⁷.

En cette année 2016, l'Amérique latine se situe donc à la croisée des chemins, entre une présence et une reconnaissance de plus en plus forte dans les espaces de pouvoir des arènes internationales et des crises multiples et multidimensionnelles à l'intérieur des frontières nationales. Si l'organisation

-
15. Et par la suite, des troupes du Honduras, de la Bolivie et du Pérou sont venues renforcer la Minustah.
 16. Philip Pullella et Daniel Trotta, « After 1,000-year split, pope and Russian patriarch embrace in Cuba », Reuters, 13 février 2016, <http://www.reuters.com/article/us-pope-orthodox-cuba-arrival-idUSKCN0VL26B>.
 17. David Smith, « White House announces that Obama will visit Cuba in March », *The Guardian*, 18 février 2016, <http://www.theguardian.com/us-news/2016/feb/18/barack-obama-visit-cuba-march>.

des Jeux olympiques à Rio de Janeiro au mois d'août témoigne bien de la visibilité et du rayonnement croissants de l'Amérique latine dans la sphère internationale, ces rencontres ne devraient pas pouvoir masquer les difficultés économiques et politiques traversées par le sous-continent. Certes, il faudra attendre le résultat des différents scrutins de fin d'année (élections municipales d'octobre au Brésil et au Chili, législatives et présidentielle de novembre au Nicaragua, élections régionales de décembre au Venezuela) pour mieux comprendre dans quelle mesure les logiques de crise mises à jour dans cette introduction vont se reproduire sur le moyen terme en Amérique latine ; mais il est d'ores et déjà possible d'affirmer que le sous-continent se trouve à la fin d'un cycle, sur les plans tant économique que politique.